



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- Le Code Pénal et plus particulièrement son article R610-5,
- Le code de la route et son article R417-10,

Considérant que, pour permettre la maintenance et le déploiement du système de vidéoprotection et du réseau fibre optique, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : La société CONNEX-IT est autorisée à empiéter sur la voirie pour la maintenance et le déploiement des caméras de vidéoprotection du 20 février 2023 au 20 février 2024.

L'autorisation concerne l'ensemble de la commune.

Article 2^{ème} : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 20 février de l'an deux mille vingt-trois

Le Maire,
Kamel Bouchou

